



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

Le lundi 15 mai 1989

Vol. 30 - No 111

Président : M. Pierre Lorrain

QUÉBEC

Débats de l'Assemblée nationale

Table des matières

Affaires courantes

Présentation de projets de loi

Projet de loi 137 - Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale	5505
M. Gil Rémillard	5505
Projet de loi 140 - Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne concernant la Commission et instituant le Tribunal des droits de la personne	5505
M. Gil Rémillard	5505
Projet de loi 141 - Loi sur les cours municipales et modifiant diverses dispositions législatives	5506
M. Gil Rémillard	5506
Projet de loi 145 - Loi sur le Curateur public et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives	5506
M. Gil Rémillard	5506
Projet de loi 148 - Loi modifiant la Loi sur les huissiers	5507
M. Gil Rémillard	5507
Projet de loi 143 - Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal, la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur les transports	5507
M. Marc-Yvan Côté	5507
Projet de loi 139 - Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives	5507
Mme Thérèse Lavoie-Roux	5507
Projet de loi 149 - Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique	5508
Mme Thérèse Lavoie-Roux	5508
Projet de loi 147 - Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et d'autres dispositions législatives	5508
M. Pierre Paradis	5508
Projet de loi 144 - Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu	5509
M. André Bourbeau	5509
Projet de loi 146 - Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des époux	5509
Mme Monique Gagnon-Tremblay	5509
Projet de loi 150 - Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance	5510
Mme Monique Gagnon-Tremblay	5510
Projet de loi 195 - Loi relative à l'implantation d'une aluminerie dans la région de Sept-Îles	5510
Projet de loi 279 - Loi remplaçant la Loi concernant la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec	5510
Renvoi à la commission du budget et de l'administration	5510

Dépôt de rapports de commissions

Consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 116 - Loi sur les régimes complémentaires de retraite	5511
--	------

Dépôt de pétitions

Construction et agrandissements d'écoles requis par la commission scolaire des Manoirs	5511
---	------

Tables des matières (suite)

Questions et réponses orales	
Politique de financement des garderies	5511
Interventions chirurgicales retardées par les hôpitaux	5514
Les offres salariales du gouvernement aux infirmières	5515
Essence contaminée de produits toxiques vendue au Québec	5516
Vente d'un terrain du parc industriel de Buckingham	5517
Le statut des entrepreneurs autonomes sur les chantiers de construction	5518
Déménagement à Toronto du siège social de Kraft	5519
Manifestation des citoyens de la MRC Denis-Riverin	5520
Réponse différée	
Demande d'enquête sur la vente d'un terrain du parc industriel de Buckingham	5521
Avis touchant les travaux des commissions	5522
Ajournement	5522

Abonnement: 70 \$ par année pour les débats de la Chambre
 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires
 Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:
 Assemblée nationale du Québec
 Distribution des documents parlementaires
 1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
 Québec, (Québec)
 G1R 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
 Bibliothèque nationale du Québec
 ISSN 0709-3632

Le lundi 15 mai 1989

(Quinze heures dix minutes)

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Un moment de recueillement.

Veuillez vous asseoir.

Nous allons procéder aux affaires courantes.

Déclarations ministérielles.

Présentation de projets de loi, *M. le leader adjoint du gouvernement.***M. Johnson:** *M. le Président, je vous demanderais d'appeler l'article c du feuilleton.***Projet de loi 137****Le Président:** À l'article c du feuilleton, *M. le ministre de la Justice présente le projet de loi 137, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale. M. le ministre de la Justice.***M. Gil Rémillard****M. Rémillard:** *M. le Président, ce projet de loi a pour objet d'assurer l'application de la plupart des dispositions du Code de procédure pénale.**Le projet apporte d'abord certaines modifications au code, notamment en y intégrant des dispositions transitoires en vue de permettre l'entrée en vigueur de la plupart de ses dispositions. Il reprend de plus certaines règles de procédure pénale applicables actuellement pour permettre une transition harmonieuse jusqu'à la mise en oeuvre complète du Code de procédure pénale.**Le projet présente également un ensemble de dispositions modificatives qui visent d'abord à supprimer les dispositions qui sont incompatibles, désuètes ou redondantes eu égard aux principes établis dans le Code de procédure pénale. Il s'agit notamment des références à la Loi sur les poursuites sommaires, à l'imposition de frais, à l'emprisonnement pour défaut de paiement de l'amende et à la procédure de recouvrement des amendes.**Ces dispositions modificatives viennent également éliminer les peines d'emprisonnement de nos lois, sauf pour sanctionner certaines infractions en matière d'environnement, de fiscalité et de protection de la faune.**Les modifications législatives proposées visent de plus à uniformiser la procédure, notamment en ce qui a trait aux recours d'appel ou de rétractation des jugements, tout en tenant compte de certains cas particuliers.***Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît!**M. Rémillard:** Enfin, ces modifications, *M. le Président, viennent uniformiser le langage utilisé en matière de procédure pénale afin d'éviter certaines difficultés d'interprétation.***Le Président:** L'Assemblée accepte-t-elle de se saisir du projet de loi 137?**M. Gendron:** Adopté, *M. le Président.***Le Président:** Adopté. *M. le leader adjoint du gouvernement.***M. Johnson:** Oui, *M. le Président. Je vous demanderais d'appeler l'article d du feuilleton.***Projet de loi 140****Le Président:** À l'article d du feuilleton, *M. le ministre de la Justice présente le projet de loi 140, Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne concernant la Commission et instituant le Tribunal des droits de la personne. M. le ministre de la Justice.***M. Gil Rémillard****M. Rémillard:** *M. le Président, ce projet de loi vise principalement l'institution du Tribunal des droits de la personne et prévoit diverses dispositions relatives à sa constitution, à son fonctionnement ainsi qu'à son administration. Il établit notamment que le tribunal est présidé par un juge de la Cour du Québec.**Tout en préservant aux citoyens ses recours de droit commun, ce projet de loi confère au Tribunal des droits de la personne une compétence pour entendre toute demande présentée par la Commission des droits de la personne en matière de discrimination et d'exploitation. Il lui confère également compétence en matière de programmes d'accès à l'égalité.**Ce projet de loi modifie, par ailleurs, la Charte des droits et libertés de la personne en ce qui concerne les dispositions relatives au traitement des plaintes adressées à la commission et instaure, à cet égard, de nouveaux mécanismes d'enquête et de règlement des différends, dont celui de l'arbitrage.**Ce projet permet la délégation de certaines responsabilités de la commission à un comité des plaintes formé de trois de ses membres. Il prévoit aussi que la commission peut, par règlement, établir des règles régissant ses activités.**Enfin, M. le Président, ce projet de loi comporte des dispositions visant à faciliter la mise en oeuvre des nouveaux mécanismes d'application de la charte et des dispositions de concordance.***Le Président:** Est-ce que l'Assemblée accepte de se saisir du projet de loi 140?**M. Gendron:** Adopté.**Le Président:** Adopté. *M. le leader adjoint du gouvernement.*

M. Johnson: M. le Président, je vous demanderais d'appeler l'article a du feuillet.

Projet de loi 141

Le Président: À l'article a du feuillet, M. le ministre de la Justice présente le projet de loi 141, Loi sur les cours municipales et modifiant diverses dispositions législatives. M. le ministre de la Justice.

M. Gil Rémillard

M. Rémillard: M. le Président, ce projet de loi a pour but de regrouper dans une seule loi les dispositions législatives relatives aux cours municipales tout en réformant certaines d'entre elles. Il vise à remplacer notamment les sections XIV et XV de la Loi sur les cités et villes et la Loi sur les cours municipales.

Selon ce projet de loi, M. le Président, toute municipalité locale du Québec aura dorénavant le pouvoir d'établir une cour municipale sur son territoire, soit de façon individuelle, soit de façon collective. Les municipalités régionales de comté pourront également exercer ce pouvoir à la condition toutefois d'en recevoir la délégation de leurs municipalités locales.

En plus d'intégrer les règles sur le statut des juges municipaux, le projet de loi prévoit également des règles relatives à la compétence des cours, à leur fonctionnement y compris celles relatives à la nomination et aux fonctions de leurs officiers ainsi que celles sur leur organisation matérielle.

Il comprend de plus des dispositions relatives à la procédure applicable devant les cours municipales, à l'appel des décisions de celles-ci, à leur financement et à leur administration, au contrôle de ce financement et de cette administration ainsi qu'à l'abolition volontaire ou forcée d'une cour municipale.

Enfin, M. le Président, le projet de loi modifie, par concordance, certaines lois et contient des dispositions de nature transitoire.

Le Président: M. le leader de l'Opposition, est-ce que vous acceptez... Est-ce que l'Assemblée accepte de se saisir du projet de loi 141?

M. Gendron: Adopté.

Le Président: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Johnson: M. le Président, je vous demanderais d'appeler l'article f du feuillet.

Projet de loi 145

Le Président: À l'article f du feuillet, M. le ministre de la Justice présente le projet de loi 145, Loi sur le Curateur public et modifiant le Code civil...

M. Gil Rémillard

M. Rémillard: M. le Président...

Le Président: ...et d'autres dispositions législatives. M. le ministre de la Justice.

M. Rémillard: ...ce projet de loi vise à réformer la Loi sur la curatelle publique et les régimes de protection des majeurs inaptes.

La première partie du projet contient la Loi sur le Curateur public; elle se compose de neuf chapitres. Le premier traite de l'organisation administrative de la curatelle publique et, en particulier, de la nomination et des pouvoirs de délégation du Curateur public. Le deuxième chapitre est consacré aux attributions du Curateur public; il contient des modifications importantes, notamment en ce qui concerne les régimes de protection, la surveillance des tutelles et des curatelles et les pouvoirs d'enquête du Curateur public. Le troisième chapitre établit les règles relatives à l'administration. Il prévoit, en particulier, l'application des règles de l'administration du bien d'autrui, de même que certaines dérogations reliées au caractère particulier de l'administration du Curateur public.

Le quatrième chapitre prévoit les règles relatives au dossier que le Curateur public maintient sur les personnes qu'il représente ou dont il administre les biens. Le cinquième chapitre concerne les dispositions relatives au financement et introduit de nouvelles sources de financement visant à assurer l'autofinancement des activités du Curateur public. Les chapitres sixième, septième, huitième et neuvième établissent, respectivement, les dispositions relatives aux livres, comptes et rapports des pouvoirs réglementaires, les infractions et les dispositions diverses nécessaires à l'application de la Loi sur le Curateur public.

La deuxième partie du projet a pour principal objet d'intégrer au Code civil du Bas-Canada, en l'adaptant, les réformes du régime de protection des majeurs adoptées en avril 1987 dans le cadre de la Loi portant réforme au Code civil du Québec, du droit des personnes, des successions et des biens, mais non en vigueur, afin de permettre l'application de la Loi sur le Curateur public. Elle contient également des dispositions relatives au mandat que peut donner une personne dans l'éventualité de son Inaptitude et à la responsabilité des tuteurs, curateurs et mandataires, de même que de nombreuses modifications de concordance avec la réforme des régimes de protection.

La troisième partie du projet modifie le Code de procédure civile afin d'adapter la procédure d'interdiction au nouveau régime de protection et d'introduire les règles relatives à l'homologation du mandat donné par une personne dans l'éventualité de son Inaptitude. Elle prévoit, en outre, de nouvelles règles en matière de représentation des majeurs inaptes et l'admi-

nistration de la preuve.

Le Président: Est-ce que l'Assemblée accepte de se saisir du projet de loi 145?

M. Gendron: Adopté.

Le Président: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Johnson: M. le Président, je vous demanderais d'appeler l'article g du feuillet, s'il vous plaît.

Projet de loi 148

Le Président: À l'article g du feuillet, M. le ministre de la Justice présente le projet de loi 148, Loi modifiant la Loi sur les huissiers. M. le ministre de la Justice.

M. Gil Rémillard

M. Rémillard: M. le Président, ce projet de loi a pour objet de modifier la Loi sur les huissiers en ce qui concerne plus particulièrement les exigences requises pour exercer les fonctions de huissier.

Il prévoit qu'un huissier nommé à une cour municipale doit être titulaire d'un permis de huissier délivré par le ministre de la Justice pour exercer ses fonctions. Il établit toutefois certaines dispositions particulières à l'égard de cet huissier.

(15 h 20)

Il introduit aussi des modifications à l'égard du traitement des plaintes devant le comité de discipline et des sanctions que celui-ci peut imposer.

Le projet établit, de plus, des conditions de reprise d'exercice des fonctions de huissier de façon graduée selon la période pendant laquelle le huissier a cessé ses fonctions ou a vu son permis révoqué.

Il propose des modifications aux dispositions relatives à l'inspection professionnelle et aux pouvoirs des inspecteurs.

Enfin, le projet de loi prévoit des dispositions transitoires concernant certaines demandes de permis de stagiaire et concernant les huissiers déjà en fonction auprès d'une cour municipale.

Le Président: Est-ce que l'Assemblée accepte de se saisir du projet de loi 148? M. le leader de l'Opposition?

M. Gendron: Adopté.

Le Président: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Johnson: Oui, M. le Président, je vous demanderais d'appeler l'article b du feuillet.

Projet de loi 143

Le Président: À l'article b du feuillet, M. le ministre des Transports présente le projet de loi 143, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal, la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur les transports. M. le ministre des Transports.

M. Marc-Yvan Côté

M. Côté (Charlesbourg): Merci, M. le Président. Ce projet de loi accorde de nouveaux pouvoirs à la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal et au ministre des Transports en matière de transport ferroviaire afin d'assurer le maintien et le développement des services de trains de banlieue.

Il prévoit expressément le retrait de subventions en matière de transport lorsque les conditions et modalités d'attribution ne sont pas respectées et il assure la validité de dispenses données par le ministre et d'autorisations de dépenses faites par la société.

Le Président: Est-ce que l'Assemblée accepte de se saisir du projet de loi 143? M. le leader de l'Opposition?

M. Gendron: Adopté.

Le Président: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Johnson: Oui, M. le Président, je vous demanderais d'appeler l'article e du feuillet.

Projet de loi 139

Le Président: À l'article e du feuillet, Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux, présente le projet de loi 139, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives. Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Thérèse Lavoie-Roux

Mme Lavoie-Roux: Merci, M. le Président. Ce projet de loi a pour objet de modifier la Loi sur l'assurance-maladie ainsi que certaines autres dispositions législatives concernant le régime québécois d'assurance-maladie.

En ce qui a trait à l'admissibilité au Régime d'assurance-maladie et à l'inscription à la régie, le projet de loi introduit la notion de "réputé résident", prévoit l'émission d'une carte d'admissibilité dans certaines circonstances et ajoute les pouvoirs réglementaires requis.

Ce projet a également pour objet de permettre à la Régie de l'assurance-maladie du Québec d'assumer le coût des services pharmaceutiques et des médicaments prescrits par les "résidents en médecine".

Dans le but de faciliter l'exercice du recours subrogatoire, le projet de loi fait obligation à l'assureur d'aviser la régie dès qu'il est informé qu'un fait dommageable susceptible d'entraîner le paiement de services assurés est imputé à son assuré.

Le projet de loi introduit aussi un droit de révision des décisions de la régie concernant les bénéficiaires ou les personnes admissibles à un programme administré par la régie. Cette révision peut être suivie d'un appel à la Commission des affaires sociales.

Par ailleurs, ce projet de loi permet à la régie de rembourser à un bénéficiaire toute somme versée à la demande d'un professionnel de la santé ou d'un tiers lorsque ceux-ci n'étaient pas autorisés à exiger un tel paiement.

Il est prévu que la régie peut suspendre en tout ou en partie le paiement des honoraires d'un professionnel de la santé qui a déjà fait l'objet d'une décision de la régie rendue à la suite d'une recommandation d'un comité de révision quant à des services fournis plus fréquemment que nécessaire. Cette suspension peut intervenir lorsque la régie soumet au comité de révision une nouvelle affaire concernant ce professionnel de la santé.

Le projet de loi prévoit que les règlements pris en vertu de la Loi sur l'assurance-maladie et concernant les aides auditives, les fauteuils roulants et les médicaments d'exception ne sont pas soumis aux exigences de publication et d'entrée en vigueur de la Loi sur les règlements.

Le projet de loi soumet les professionnels de la santé visés par un programme dont l'administration a été confiée à la régie au délai de facturation prévu à la Loi sur l'assurance-maladie.

Ce projet permet enfin à la régie de récupérer du ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu le coût de la chirurgie buccale, des aides auditives et des aides visuelles assumé pour des bénéficiaires d'aide sociale.

Finalement, le projet de loi prévoit certaines modifications de nature technique ou de concordance.

Le Président: Est-ce que l'Assemblée accepte de se saisir du projet de loi 139?

M. Gendron: Adopté.

Le Président: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Johnson: M. le Président, je vous demanderais maintenant d'appeler l'article h du feuillet.

Projet de loi 149

Le Président: À l'article h, Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux présente le

projet de loi 149, Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique. Mme la ministre.

Mme Thérèse Lavoie-Roux

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, ce projet de loi a pour objet de modifier la Loi sur la protection de la santé publique afin de préciser que la définition de laboratoire au sens de cette loi inclut un cabinet privé de professionnel-

Le Président: Est-ce que l'Assemblée accepte de se saisir du projet de loi 149? M. le leader de l'Opposition?

M. Gendron: Adopté.

Le Président: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Johnson: M. le Président, je vous demanderais d'appeler l'article i du feuillet.

Projet de loi 147

Le Président: À l'article i du feuillet, M. le ministre des Affaires municipales présente le projet de loi 147, Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et d'autres dispositions législatives. M. le ministre des Affaires municipales.

M. Pierre Paradis

M. Paradis (Brome-Missisquoi): Merci, M. le Président. Ce projet de loi prévoit que l'expiration du mandat d'un conseiller municipal survient lorsque le candidat élu au même poste lors d'une élection régulière est assermenté ou, à défaut, à l'expiration du délai prévu pour cette assermentation.

Ce projet de loi donne également effet aux règlements de certaines municipalités qui adoptent un système d'élections par rotation. Ces règlements étaient inopérants, n'ayant pas été mis en vigueur dans les délais prescrits.

Par ailleurs, ce projet de loi modifie la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités pour retirer certaines inhabilités pour un élu municipal. Enfin, le projet de loi corrige une erreur de renvoi.

Le Président: Est-ce que l'Assemblée accepte de se saisir du projet de loi 147? Adopté?

Des voix: Adopté.

Le Président: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Johnson: M. le Président, je vous

demanderais d'appeler l'article] du feuilleton.

Projet de loi 144

Le Président: A l'article j du feuilleton, aujourd'hui, M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu présente le projet de loi 144, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu. M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

M. André Bourbeau

M. Bourbeau: M. le Président, ce projet de loi apporte quelques modifications à la Loi sur la sécurité du revenu.

Il prévoit d'abord que les personnes qui refusent ou abandonnent un emploi auront droit au même barème que celles qui refusent ou abandonnent une mesure de développement de l'employabilité.

D'autre part, ce projet de loi vise à préciser le moment à partir duquel le ministre peut effectuer des retenues à même les prestations versées à une personne à qui un trop-payé a été établi; il prévoit également certaines modalités d'application des dispositions de la Loi sur la sécurité du revenu à l'égard des trop-payés établis en vertu de la Loi sur l'aide sociale.

Ce projet ajoute par ailleurs une disposition permettant la mise en oeuvre d'une entente d'échange de renseignements entre la Commission de la santé et de la sécurité du travail et le ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

Il prévoit également une disposition pénale portant sur la transmission ou la production de faux renseignements.

Finalement, certaines modifications de concordance sont apportées par ce projet de loi.

Le Président: Est-ce que l'Assemblée accepte de se saisir du projet de loi 144?

M. Gendron: Adopté.

Le Président: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Johnson: M. le Président, je vous demanderais maintenant d'appeler l'article I - comme Lorrain - du feuilleton.

Projet de loi 146

Le Président: À l'article I du feuilleton, Mme la ministre déléguée à la Condition féminine présente le projet de loi 146, Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des époux. Mme la ministre déléguée à la Condition féminine.

Mme Monique Gag non-Tremblay

Mme Gagnon-Tremblay: M. le Président, ce projet de loi a pour objet de favoriser l'égalité économique entre les époux et de marquer le caractère d'association lié au mariage. Il traite des aspects suivants du droit de la famille et du droit des successions: l'institution d'un patrimoine familial comme l'un des effets nécessaires du mariage, la protection de la résidence familiale, les règles d'attribution et de paiement de la prestation compensatoire, des ajustements aux règles des régimes matrimoniaux et l'introduction du principe de la survie de la créance alimentaire au décès du débiteur alimentaire.

Le projet de loi prévoit l'institution du patrimoine familial, parmi les dispositions impératives applicables à tous les époux. À la fin du mariage ou à la suite d'une séparation de corps, le patrimoine familial des époux, qui est constitué d'un ensemble de biens déterminés dont l'un ou l'autre des époux est propriétaire, est divisé entre eux à part égale, et ce, sans égard à leur régime matrimonial. Parmi ces biens, on retrouve notamment les résidences principale et secondaire de la famille, les meubles qui garnissent ou ornent ces résidences, les gains inscrits durant le mariage au nom de chaque époux en application de la Loi sur le Régime de rentes du Québec, ainsi que les droits accumulés durant le mariage au titre d'un régime de retraite.

En ce qui concerne la prestation compensatoire, le projet de loi regroupe les dispositions traitant de cette question au sein d'une section particulière du Code civil du Québec. Il prévoit notamment la possibilité pour le conjoint collaborateur d'obtenir une prestation compensatoire pendant le mariage dès la fin de la collaboration. Le projet de loi inclut au Code civil du Bas-Canada, parmi les dispositions du droit successoral, une section particulière sur la survie de l'obligation alimentaire qui vise à permettre aux créanciers d'aliments et à toute personne, qui à l'époque du décès, était à la charge du défunt, de réclamer de la succession une contribution financière à titre d'aliments.

Enfin, le projet de loi prévoit des modifications de concordance ainsi que des mesures transitoires à l'égard des époux avant la mise en vigueur de la loi.

Le Président: Est-ce que l'Assemblée accepte de se saisir du projet de loi 146? M. le leader de l'Opposition.

M. Gendron: Toujours dans le sens... Parce que les gens ne portent pas attention à ce que vous dites. Pour s'en saisir. Oui, adopté.

Le Président: C'est ce que j'ai dit.

M. Gendron: Oui.

Le Président: Accepte de s'en saisir.

M. Gendron: D'accord.

Le Président: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Johnson: M. le Président, je vous demanderais d'appeler l'article k du feuillet.

Projet de loi 150

Le Président: À l'article k du feuillet, Mme la ministre déléguée à la Condition féminine présente le projet de loi 150, Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance.

Mme la ministre déléguée à la Condition féminine.
(15 h 30)

Mme Monique Gag non-Tremblay

Mme Gagnon-Tremblay: M. le Président, ce projet de loi modifie la Loi sur les services de garde à l'enfance, notamment en ce qui concerne les définitions des services de garde en garderie, en halte-garderie et en jardin d'enfants, pour faire en sorte qu'un permis soit requis lorsque au moins sept enfants sont gardés. Il modifie aussi les définitions des services de garde en milieu familial pour permettre que la personne responsable d'un service de garde en milieu familial puisse garder seule jusqu'à six enfants et précise la définition du service de garde en jardin d'enfants.

Le projet de loi fixe la capacité maximale des agences de services de garde en milieu familial à 150, prévoit que leur permis indique un territoire et spécifie comment sont déterminés cette capacité et ce territoire. Il précise le rôle et le fonctionnement des comités consultatifs de parents devant être formés par certains titulaires de permis. Il établit des restrictions concernant la participation des parents faisant partie du personnel de service à ces comités et au conseil d'administration majoritairement formé de parents des corporations sans but lucratif.

Il introduit des règles nouvelles en ce qui a trait à la délivrance des permis, des demandes de relocalisation et d'augmentation de la capacité des services et à la cession d'un permis pour tenir compte du plan de développement établi annuellement par l'office.

Le projet de loi prévoit la possibilité d'accorder une assistance financière afin d'encourager l'expérimentation dans le domaine des services de garde. Il permet l'octroi de subventions aux commissions scolaires qui organisent des services de garde en milieu scolaire, aux garderies à but lucratif ou sans but lucratif non gérées par les parents et aux jardins d'enfants.

Le projet de loi donne à l'office le pouvoir d'exiger, dans la mesure prévue par règlement, qu'un titulaire de permis ait à son emploi une personne responsable de la gestion du service de garde ou de l'agence.

En matière d'exonération et d'aide financière, le projet de loi facilite la récupération des sommes payées en trop et établit un droit de révision à l'office avant le droit d'appel à la Commission des affaires sociales.

Enfin, ce projet de loi contient des dispositions de concordance et transitoires.

Le Président: Est-ce que l'Assemblée accepte de se saisir du projet de loi 150?

Une voix: Adopté.

Le Président: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Johnson: M. le Président, je vous demanderais d'appeler l'article m du feuillet.

Projet de loi 195

Le Président: À l'article m du feuillet, M. le député des îles-de-la-Madeleine, au nom du député de Saint-Louis, présente le projet de loi 195, Loi relative à l'implantation d'une aluminerie dans la région de Sept-Îles. Est-ce que l'Assemblée accepte de s'en saisir?

Une voix: Adopté.

Le Président: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Johnson: M. le Président, je vous demanderais d'appeler l'article bb du feuillet.

Projet de loi 279

Le Président: L'article bb du feuillet. J'ai reçu le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi 279, Loi remplaçant la Loi concernant la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec. Le directeur de la législation a constaté que les avis ont été faits et publiés selon nos règlements. J'aimerais déposer cet avis.

M. le député des îles-de-la-Madeleine, au nom du député de Saint-Louis, présente le projet de loi d'intérêt privé 279, Loi remplaçant la Loi concernant la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec. Est-ce que l'Assemblée accepte de s'en saisir?

M. Johnson: M. le Président...

Le Président: Votre motion de déférence...

Renvoi à la commission du budget et de l'administration

M. Johnson: ...je proposerais que ce projet de loi soit déferé à la commission du budget et de l'administration et que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de

cette commission.

Le Président: Est-ce que cette motion de déférence est adoptée?

Une voix: Adopté.

Le Président: Adopté. Est-ce qu'il y a d'autres présentations de projets de loi, M. le leader adjoint du gouvernement? Dépôt de documents. Dépôt de rapports de commissions. M. le député de Taschereau.

Consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 116

M. Leclerc: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission des affaires sociales qui a siégé les 9, 10 et 11 mai 1989, afin de procéder à des consultations particulières et tenir des auditions publiques, dans le cadre de l'étude du projet de loi 116, Loi sur les régimes complémentaires de retraite.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Leclerc: La commission recommande la réimpression du projet de loi.

Le Président: Rapport déposé, M. le député de Taschereau. Est-ce qu'il y a d'autres dépôts de rapports de commissions? Dépôt de pétitions, M. le chef de l'Opposition. M. le chef de l'Opposition, avant de vous reconnaître, est-ce que vous avez le consentement, étant donné que votre pétition n'est pas conforme?

M. Chevette: Oui.

Le Président: Cela va.

Construction et agrandissements d'écoles requis par la commission scolaire des Manoirs

M. Chevette: Merci, M. le Président. Il me fait plaisir de déposer un extrait d'une pétition adressée par 1040 pétitionnaires, parents d'élèves de la commission scolaire des Manoirs. Les faits invoqués sont les suivants: "Que le ministre de l'Éducation autorise immédiatement la construction et les agrandissements d'écoles requis par la commission scolaire des Manoirs", le tout, conformément à nos règlements.

Le Président: Pétition déposée. Est-ce qu'il y a d'autres dépôts de pétitions. M. le chef de l'Opposition, toujours avec le consentement de cette Assemblée.

M. Chevette: Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale par 259 pétitionnaires de l'école secondaire La Mennais qui réclame "que le ministre de l'Éducation

autorise l'agrandissement de l'école secondaire La Mennais de Mascouche immédiatement afin que les élèves puissent en bénéficier dès septembre 1989."

Le Président: M. le chef de l'Opposition, votre deuxième pétition est déposée. Y a-t-il d'autre dépôt de pétitions cet après-midi?

Il n'y aura pas d'intervention portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel.

Avant de reconnaître la première question principale cet après-midi, j'aimerais aviser les membres de cette Assemblée qu'il y aura deux compléments de réponse. Dans un premier temps, M. le ministre des Affaires municipales répondra à M. le député de Taillon concernant la vente d'un terrain du parc industriel de Buckingham et le deuxième complément de réponse sera apporté par M. le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie à M. le whip de l'Opposition concernant la vente d'un terrain du parc industriel de Buckingham.

Je suis prêt à procéder à la période régulière de questions et de réponses orales. En première principale, je vais reconnaître cet après-midi, M. le chef de l'Opposition.

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

Politique de financement des garderies

M. Chevette: Merci, M. le Président. Tout d'abord, en novembre dernier, la ministre déléguée à la Condition féminine dévoilait ce qu'elle appelait le deuxième volet de la politique familiale du Québec. En effet, vous vous rappellerez que la ministre avait rendu publique une politique supposément pour le développement de 60 830 places en garderie sur cinq ans et l'injection de 513 800 000 \$ sur trois ans. Elle a soumis cette politique - on se le rappellera - en commission parlementaire et la quasi unanimité s'est faite pour rejeter cette dite politique; l'ensemble des intervenants, pour ne pas dire l'unanimité complète des intervenants s'est faite contre le projet de la ministre.

Par la suite, on sait que budget Wilson est venu sabrer dans les dépenses d'une façon quasi totale en ce qui regarde les garderies, c'est le cas de le dire. On apprenait hier, par la voie des médias, que la ministre s'entêtait dans sa politique d'un pourcentage de participation des parents et, également, qu'elle maintenait une politique à double volet, à savoir 30 000 \$ pour chaque garderie, quelle que soit sa grosseur et, également, la politique de 30 % de participation des parents. Je voudrais savoir par quelle logique... Quel est le rationnel de la ministre pour distribuer ainsi, dans une politique, une subvention uniforme, quelle que soit la grosseur de la garderie, 15 ou 75 places, 30 000 \$ par année? Pourrait-elle nous dire la logique qui l'a guidée dans cette brillante politique?

Le Président: Mme la ministre déléguée à la Condition féminine. Mme la ministre.

Mme Gagnon-Tremblay: M. le Président, pour répondre à la question du chef de l'Opposition, je dois lui dire que la logique qui a présidé à la modification de la formule de financement vient du fait que nous avons pris en considération les écarts qui existent actuellement, que ce soit quant à la grandeur de la garderie, que ce soit quant aux salaires, puisque dans plusieurs garderies, des gens gagnent 8 \$, 8,30 \$, d'autres gagnent 12 \$ et d'autres encore, 6 \$. Nous avons pris en considération les taux d'occupation. Certaines garderies ont une moyenne du taux d'occupation d'environ 82 %; par contre, d'autres ont un taux d'occupation de 75 % et d'autres, de 90 % ou de 70 %. Nous avons pris aussi en considération les tarifs des garderies; certaines garderies ont des tarifs de 13 \$, d'autres de 12 \$, de 18 \$ ou de 20 \$. Alors, il nous apparaissait important, pour pouvoir réduire ces inéquités, ces écarts entre l'ensemble des garderies, de soumettre une formule différente de la formule actuelle, c'est-à-dire 4,50 \$ bonifiés, comme on nous le demandait.

De plus, la formule de 4,50 \$ qu'on nous demandait représente, pour cette année, un ajout de 20 000 000 \$ en plus de ce qui apparaissait dans l'énoncé de politique. Nous avons des choix à faire et cette formule que nous avons choisie: 30 % - puisque vous l'annoncez et qu'on l'a dévoilée hier - indexés annuellement, c'est-à-dire les 30 000 \$ de base indexés annuellement plus 30 % des revenus de garde, c'est une formule aussi qui va permettre une performance et un déboursé plus équitable entre l'ensemble des garderies.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Chevette: M. le Président, je suis surpris que la ministre utilise précisément un tas d'exemples démontrant l'inéquité dans le système actuel et, pour ce faire, elle annonce que, dorénavant, quelle que soit la grosseur, ce sera 30 000 \$. La ministre est-elle consciente, par son offre, que, par exemple, une place enfant, dans une garderie de 60 ou de 75 places, ce sera environ 7 \$ et, dans une garderie de 30 places, cela pourra être 5 \$. Voit-elle là une équité, si on utilise exactement le discours qu'elle vient de prendre, M. le Président, pour expliquer sa grande justice distributive dans cela?

Le Président: Mme la ministre déléguée à la Condition féminine.
(15 h 40)

Mme Gagnon-Tremblay: M. le Président, je suis consciente de ce fait et je suis consciente aussi qu'il y a des garderies, actuellement, qui doivent assumer des hypothèques de plus de 200 000 \$ et qu'il y a d'autres garderies qui

n'ont aucun coût de logement.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Chevette: M. le Président, est-ce que la ministre n'aurait pas dû, à ce compte-là, tenir compte exactement de la situation et, pour tâcher de créer cette équité, donner les subventions en places-jour, exactement comme le demandait la coalition en disant par exemple: Cela prend 9 \$ par jour par enfant pour qu'on puisse assurer que les parents ne soient pas étouffés et qu'ils ne portent pas l'odieux des négociations avec les employés? Est-ce que la ministre n'est pas en train de remettre sur les épaules des parents, à toutes fins utiles, tout l'odieux des relations qu'elle doit maintenir avec les employés?

Le Président: Mme la ministre déléguée à la Condition féminine.

Mme Gagnon-Tremblay: Je regrette, M. le Président, mais quand on ajoute des sommes à l'aide financière aux parents et qu'on ajoute des sommes pour le fonctionnement des garderies, on ne met pas le fardeau sur le dos des parents. Les parents ont assumé jusqu'à maintenant l'administration des garderies sans but lucratif et Ns sont venus en commission parlementaire pour nous dire qu'ils étaient prêts à continuer de jouer ce rôle.

M. le Président, les principales critiques des différents regroupements en commission parlementaire concernaient le niveau et les modalités de financement que le gouvernement entendait mettre de l'avant. On nous disait que la formule de 45 % des revenus éliminait le caractère de stabilité du financement, défavorisait les garderies ayant des bas tarifs, amenait des problèmes sur le plan du taux de fréquentation pour les garderies de plus petite taille et qu'elle entraînait seulement le statu quo sur le plan du financement pour certaines garderies. La formule que nous proposons maintenant permettra de prendre en considération les garderies situées en milieu semi-urbain, rural ou en milieu défavorisé qui affichent des tarifs moins élevés, les garderies de plus petite taille et celles qui éprouvent certaines difficultés de fréquentation. En accordant ces deux types de subvention, le gouvernement, à la fois, respecte ses orientations visant l'utilisation maximale des ressources et répond aux inquiétudes formulées quant à la stabilité et au financement.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Chevette: M. le Président, par son offre de 30 000 \$ et par la participation financière de 30 % qu'elle demande aux parents, est-ce que la ministre n'avoue pas publiquement qu'elle donne

exclusivement l'indexation qui était accordée avant qu'elle n'arrive à ce poste, à savoir 0,50 \$ par année, et que le tout combiné depuis trois ans, parce qu'elle n'a rien fait, totalise exactement 10 000 000 \$, comme s'il n'y avait pas eu de politique dans le domaine des garderies au Québec?

Le Président: Mme la ministre déléguée à la Condition féminine.

Mme Gagnon-Tremblay: M. le Président, je regrette, mais si ce gouvernement, au moment où il était de ce côté-ci de la Chambre, avait indexé les différentes subventions, on ne serait pas rendus où on est maintenant. Nous sommes obligés de faire le rattrapage de dix ans en une seule année, et c'est impensable, M. le Président.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Chevette: M. le Président...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Chevette: C'est quasi honteux de voir la ministre se lever avec autant d'arrogance pour juger le gouvernement précédent. Voici ce que disaient, le 15 novembre 1985 - il y a trois ans et six mois - la ministre et son équipe: "Si le Parti libéral du Québec - c'est vous autres, regardez-vous le nombril - est porté au pouvoir, Concertation interrégionale des garderies du Québec peut être assurée que le prochain dépôt des crédits - c'est du dépôt de 1986 dont vous pariez - budgétaires pour l'ensemble des ministères comprendra des mesures importantes pour assurer un soutien aux garderies existantes."

M. Johnson: Question de règlement.

Le Président: Question de règlement.

M. Chevette: C'est ça que le gouvernement...

Le Président: Question de règlement, M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Johnson: M. le Président...

Des voix:...

Le Président: Question de règlement, s'il vous plaît!

M. Johnson: M. le Président, je vous invite, avec beaucoup de respect, à faire respecter l'article 78.

Le Président: Cela va. Il s'agit de la discrétion accordée non seulement au premier ministre, mais au chef de l'Opposition. La

question arrivait. Votre question, s'il vous plaît, M. le chef de l'Opposition.

M. Chevette: Ma question arrivait, mais je savais que ça faisait mal que je lise un engagement électoral non respecté.

Le Président: Votre question.

M. Chevette: Est-ce que la ministre considère que cet engagement fait au vu et su de tout le monde, en 1985, n'a pas été respecté? Tout ce qu'elle annonce aujourd'hui ne correspond même pas aux 0,50 \$ par année qu'on donnait à l'époque.

Le Président: Mme la ministre déléguée à la Condition féminine.

Mme Gagnon-Tremblay: M. le Président, le chef de l'Opposition a la mémoire bien courte. En 1982, au moment où il faisait partie de ce gouvernement, il avait mandaté la ministre de l'époque, Pauline Marois, pour élaborer une politique des services de garde. En 1985, quand je suis arrivée, il n'y avait aucun élément de politique des services de garde.

Une voix: Ah! Ah!

Mme Gagnon-Tremblay: En 1982 et en 1985, regardez les déclarations de la presse: Les garderies étaient au bord de la faillite. Les garderies criaient. Vous n'avez rien fait. Je suis arrivée, on a promis une politique des services de garde. Non seulement aujourd'hui nous sommes en mesure d'annoncer une politique qui bonifie, mais nous avons injecté, au cours des trois dernières années, 40 000 000 \$ supplémentaires.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Chevette: M. le Président, dans les petits discours appris par coeur, est-ce que la ministre pourrait me situer...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Chevette: Est-ce que la ministre pourrait me dire... C'est le chœur de l'armée rouge qui nous dérange.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Chevette: Est-ce que la ministre peut nous dire, M. le Président, nous expliquer pourquoi, avec une nouvelle politique des services de garde, en termes de développement, on régresse plutôt qu'on avance? Comment peut-elle expliquer qu'avec une politique des services de garde, on se retrouve avec à peine 12 % en termes de développement du nombre de places et,

avec ce qu'elle nous annonce aujourd'hui, avec à peine 3000 et quelques cents places? C'est un recul de cinq et six ans. Comment peut-elle dire qu'une politique des services de garde au Québec favorise le développement des garderies au Québec?

Le Président: Mme la ministre déléguée à la Condition féminine.

Mme Gag non-Tremblay: M. le Président, je pense que le chef de l'Opposition n'a pas encore en main tous les éléments de l'annonce de la politique. Je dois rappeler certains faits.

L'an dernier, dans le discours sur le budget de M. Levesque, le ministre des Finances, nous nous sommes engagés à développer 60 000 nouvelles places au cours des sept prochaines années. Étant donné que le gouvernement fédéral nous avait dit qu'il avait l'intention de développer 200 000 nouvelles places au cours des sept prochaines années, bien sûr, nous en avons profité. Comme il y avait déjà une année complètement perdue, puisque ça devait être rétroactif à 1988 et qu'on devait récupérer, à la fin de la huitième année, la somme plein fonctionnement des services de garde, nous avons réduit ce temps à cinq ans.

C'est la même chose pour ce qui est de l'implantation des services de garde. Le gouvernement fédéral s'était engagé à subventionner 75 % de l'implantation des services de garde. On mettait de la pression sur nous, c'est-à-dire de quelle façon la population aurait-elle accepté le fait que nous donnions moins puisque le gouvernement fédéral s'était engagé à donner plus? Alors, nous avons décidé de subventionner l'implantation des garderies sans but lucratif, de même qu'un développement de 61 000 places au cours des cinq prochaines années.

Depuis ce temps, le gouvernement fédéral nous a laissé tomber, avant même que le programme soit en vigueur. Alors, nous avons des choix à faire, bien sûr des choix qui font mal...

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! En conclusion, madame.

Mme Gagnon-Tremblay: ...nous avons pris nos responsabilités.

Une voix: Très bien!

Le Président: Je vais reconnaître la deuxième principale, cet après-midi, à Mme la députée de Chicoutimi.

Interventions chirurgicales retardées par les hôpitaux

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. Mes collègues et moi-même avons reçu de nombreuses lettres et appels téléphoniques de personnes qui attendent, depuis six et même quinze mois, d'être

admis à l'hôpital pour subir une intervention chirurgicale. Ces personnes s'appellent M. Tremblay, de Jonquière, qui est en congé de maladie depuis le mois d'août 1988; Mme Harvey, de Beloeil, qui attend un traitement en hémodynamie depuis octobre 1988; M. Flibotte, de Granby, qui devait d'abord être opéré en janvier 1989, on vient de lui annoncer qu'il serait probablement remis jusqu'à janvier 1990; M. Lavoie, de la rue Papineau, à Montréal. Donc, ce sont des dizaines et des dizaines de personnes.

Une voix: Ne ris pas de ça, toi, niaiseux!

Mme Blackburn: Ces personnes vivent dans l'angoisse, leur état de santé se détériore et, pour certaines, de façon irréversible.

Qu'est-ce que la ministre propose de concret à ces personnes et aux 1100 personnes de l'Institut de cardiologie qui attendent pour subir une intervention chirurgicale ou encore pour avoir un traitement en hémodynamie? Qu'est-ce qu'elle propose aux 530 personnes qui attendent au Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke? Qu'est-ce qu'elle propose aux 800 personnes de l'hôpital Notre-Dame de Montréal qui attendent pour subir une chirurgie? Qu'est-ce qu'elle propose de concret à ces personnes pour...

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Blackburn: ...mettre fin à leur angoisse?

Le Président: Mme la ministre.

Mme Lavoie-Roux: M. le...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! (15 h 50)

Mme Lavoie-Roux: ...Président, je pense que cette question a été posée au premier ministre lors de ma courte absence, il y a quinze jours ou trois semaines. Il est exact qu'il y a des problèmes de liste d'attente en hémodynamie et pour des interventions en chirurgie cardiaque. Quant aux chiffres que la députée avance, je pense qu'on pourrait toujours rentrer dans une guerre de chiffres, mais il est une chose exacte, c'est qu'il y a des gens qui attendent trop longtemps pour des services d'hémodynamie. Je dois vous dire que toutes les représentations ont été faites à qui de droit pour que nous puissions corriger cette situation. D'ailleurs, vous vous souviendrez que dans les orientations gouvernementales que nous avons rendues publiques il y a maintenant un peu plus d'un mois, ce besoin de développement du côté du secteur de l'hémodynamie était justement signalé. Alors, j'ai confiance que d'ici peu, nous pourrions prendre certaines mesures concrètes pour corriger cette

situation.

Le Président: M. leader de l'Opposition, une question additionnelle.

Les offres salariales du gouvernement aux infirmières

M. Gendron: Considérant que la brillante offre faite par le premier ministre a été refusée par les infirmières et considérant les impacts graves sur la population en ce qui a trait à la santé, ce qui est dû un peu à l'inertie du ministre responsable de la politique de négociation, quand le président du Conseil du trésor entend-il faire une offre sur le sujet majeur dans cette présente négociation, à savoir le repositionnement salarial? Quand allez-vous faire une offre là-dessus?

Le Président: M. le président du Conseil du trésor. M. le président du Conseil du trésor.

M. Johnson: M. le Président, à titre de leader adjoint, est-ce que je pourrais savoir si c'est une question principale ou une question complémentaire?

M. Gendron: En principale.

Le Président: En principale, M. le leader adjoint du gouvernement. M. le président du Conseil du trésor.

M. Johnson: M. le Président, pourriez-vous m'expliquer comment la question du leader de l'Opposition se rattache à la question principale?

M. Gendron: M. le Président...

Le Président: Si vous me permettez, très brièvement, une seule intervention.

M. Gendron: ...très brièvement sur la question de règlement. Il a bien fait d'identifier qu'il est le leader adjoint, donc, qu'il en manque de temps en temps. Il est très clair que compte tenu...

Le Président: A l'ordre. À l'ordre, votre question de règlement.

M. Gendron: ...de la question de ma collègue de la santé qui parle des impacts de la grève des infirmières sur les conditions pour les citoyens, moi, je lui ai posé une question additionnelle. Qu'est-ce que le ministre attend pour faire une offre qui a de l'allure sur la question du repositionnement salarial?

Le Président: M. le leader adjoint du gouvernement, sur la même question de règlement.

M. Johnson: Sur la question de règlement, je vous précise et je précise au leader de l'Opposition à qui il ne manque pas juste un bout, H a tout manqué, que les moyens de pression des infirmières n'ont rien à faire avec la question posée par la députée de Chicoutimi.

Des voix: Bravo! Bravo!

Le Président: M. le président du Conseil du trésor, je vous cède la parole sur une deuxième question principale. Vous avez à répondre. Allez, M. le président du Conseil du trésor.

M. Johnson: M. le Président, le leader de l'Opposition devrait savoir une première chose, c'est que je n'ai aucunement l'intention de négocier ici à l'Assemblée nationale, à la télévision, les conditions de travail de qui que ce soit du secteur public. Deuxièmement, je veux indiquer tout de suite que nous avons signalé notre intérêt pour le travail des soins infirmiers, que nous avons indiqué le degré de reconnaissance, il y a quelques jours, d'une trentaine de millions de dollars au-delà des offres que nous avons faites, que nous avons déjà déposées. Quant à nous, nous sommes toujours disposés à explorer davantage avec les représentants des infirmières ce que nous pouvons faire quant à l'organisation du travail, quant aux inconvénients qui se rattachent à certaines tâches, dont certaines doivent être compensées. Nous l'avons offert et cela a été accepté. C'est à cet égard que nous continuerons - c'est cela la question principale - à regarder comment régler le dossier.

Le Président: M. le leader de l'Opposition en question additionnelle.

M. Gendron: Est-ce que le président du Conseil du trésor considère légitime qu'une offre jugée par son gouvernement comme étant une offre globale puisse être déposée aux infirmières et ne rien comprendre sur la question fondamentale de cette négociation, à savoir le repositionnement salarial? Est-ce que vous croyez que ça peut faire sérieux et qu'on peut parler de négociations intensives?

Le Président: M. le président du Conseil du trésor.

M. Johnson: D'abord, je peux dire qu'on peut parler de négociations intensives, car c'est très précisément ce que les horaires de tous ceux qui y sont impliqués, y compris de celui qui vous parle, pourraient démontrer. Deuxièmement, quant à l'offre que nous avons faite, à bien des égards, elle a été acceptée par la Fédération des infirmiers et infirmières. Elle a accepté le niveau de primes d'inconvénients pour le travail de soir et de fin de semaine que nous avons suggéré. Nous sommes maintenant à continuer à explorer comment nous pouvons, avec ce personnel

infirmier, en arriver à une entente très prochainement.

Le Président: M. le député d'Ungava, en question principale.

Essence contaminée de produits toxiques vendue au Québec

M. Claveau: M. le Président, la semaine dernière, le ministre de l'Énergie et des Ressources du Québec nous annonçait qu'à la suite de tests effectués par son ministère en 1987 sur la qualité de l'essence, on avait trouvé des traces de solvant industriel dans l'essence vendue au Québec. Nous apprenions aussi de la part de l'ex-ministre de l'Environnement, député de Nelligan, que, quant à lui, H y a deux ou trois ans, N avait déjà eu des informations selon lesquelles il pouvait y avoir des produits toxiques et une fraude quant au pourcentage de produits toxiques dans l'essence.

Donc, sachant que des produits potentiellement dangereux pouvaient être dans l'essence consommée par les Québécois, comment le ministre de l'Énergie et des Ressources du Québec peut-il à ce moment-là justifier qu'il n'ait fait faire aucun test de toxicité sur les produits dangereux retrouvés dans l'essence consommée au Québec?

Le Président: M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

M. Ciaccia: Il est absolument faux, comme vient de dire le député d'Ungava, que les tests qui ont été faits par mon ministère ont démontré qu'il y avait un potentiel de toxicité. C'est absolument faux. Les seuls tests qui sont faits par le ministère de l'Énergie et des Ressources sont sur la performance, la question d'octane. Nous effectuons ces tests et quand il est démontré que, dans les tests on ne retrouve pas le degré d'octane, désiré, ces gens sont avisés. Mais, jamais il n'y a eu des tests, où on a démontré, où on a trouvé qu'il y avait un potentiel de toxicité dans les tests qui ont été effectués par le ministère de l'Énergie et des Ressources.

Le Président: M. le député d'Ungava, en additionnelle.

M. Claveau: M. le Président, est-ce que le ministre de l'Énergie et des Ressources est en train de nier ses propres affirmations de la semaine dernière selon lesquelles son ministère avait trouvé dans l'essence des traces de solvant industriel? C'est lui qui l'a dit, ce n'est pas moi.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Claveau: Dans la mesure où c'est vrai, dans la mesure où son affirmation de la semaine

dernière reste toujours vraie, pourquoi n'a-t-il pas...

Le Président: Reprenez votre question, M. le député d'Ungava, en additionnelle. Je demanderais la collaboration de tous, s'il vous plaît.

M. Claveau: Ma question est importante. C'est le ministre qui a dit qu'il y avait des traces de solvant industriel dans l'essence, ce n'est pas nous.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député d'Ungava.

M. Claveau: Dans la mesure où ces solvants sont des produits potentiellement dangereux, comment se fait-il que le ministre, étant au courant que de tels produits avaient été introduits dans l'essence consommée au Québec, n'ait pas donné ordre au personnel de son ministère d'effectuer les tests de toxicité qui devraient normalement être faits dans un cas semblable?

Le Président: M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

M. Ciaccia: En plus de rester calme, le député d'Ungava devrait aussi être un peu plus précis et un peu plus exact sur ce que j'ai dit la semaine dernière. Je n'ai aucunement dit la semaine dernière que les tests du ministère démontraient qu'il y avait un potentiel de toxicité. J'ai dit le contraire. J'ai dit: Ce n'est pas à nous, le ministère ne fait jamais et n'a jamais fait de tests de toxicité. Cela n'a jamais été porté à notre attention. Dès qu'on a porté à notre attention qu'il y avait eu une possibilité, immédiatement, vendredi dernier ou la semaine dernière, on a demandé des échantillonnages. Nous avons fait les échantillons, nous les avons envoyés au ministère de l'Environnement et nous attendons leur analyse.

Le Président: M. le député d'Ungava, en additionnelle.

M. Claveau: Oui. Étant donné que le ministre nous a lui-même parlé de traces de solvant industriel dans l'essence, est-ce qui pourrait nous dire de quel solvant il s'agissait? Est-il en mesure de déposer en cette Chambre copie des rapports des experts de son ministère quant aux quantités de solvant retrouvées dans l'essence et à la nature même de ces produits?

Le Président: M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

M. Ciaccia: Si le député d'Ungava mentionne lui-même des solvants industriels, est-ce que je pourrais l'inviter, dans sa prochaine question, à nommer ces solvants industriels parce

que ce n'est pas venu de moi? Si vous avez des informations que je n'ai pas, je vous inviterais à les donner à cette Chambre.

Le Président: En cinquième question principale cet après-midi, M. le whip de l'Opposition et député de Lac-Saint-Jean.
(16 heures)

Vente d'un terrain du parc industriel de Buckingham

M. Brassard: Oui, M. le Président. Jeudi dernier, j'interrogeais le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie sur les circonstances ayant entouré l'octroi de l'autorisation de vente d'un terrain du parc industriel de Buckingham, à M. Norman MacMillan, conseiller municipal alors et maintenant candidat libéral dans le comté de Papineau. Le ministre a pris avis de ces questions en indiquant qu'il nous fournirait des réponses dans les meilleurs délais. C'est ce qu'il a indiqué, d'ailleurs, pour complément de réponse. Est-ce que, aujourd'hui, le ministre est en mesure de nous indiquer dans tous les documents transmis au ministère, le 17 juin 1987, quel était le projet envisagé pour utiliser ce terrain du parc industriel?

Le Président: M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. MacDonald: En réponse à la toute dernière question du député de Lac-Saint-Jean, l'indication sur les documents qui avaient été transmis par la ville étaient pour une manufacture de linge. Si M. le Président veut me le permettre, je peux ajouter un complément de réponse. Vous aviez demandé des indications sur la question de la fausse représentation, sur la question d'un mémoire qui avait été présenté au ministre, la question du délai normal et la question des plans et devis.

Sur la question de la représentation - et ça revient à votre toute dernière question - c'était un bâtiment locatif, industriel, commercial, en l'occurrence une manufacture de linge qui était indiquée par les autorités municipales qui soumettaient un document au ministère de l'Industrie et du Commerce. Dans ça, la fausseté des représentations, si vous voulez utiliser ce terme, ne se serait manifestée qu'après l'approbation du MIC et du ministre dans cette affaire. C'est-à-dire que le MIC ne fait affaire qu'avec les villes qui doivent soumettre un minimum de documentation permettant l'étude du dossier. Pour vous donner un exemple du nombre de dossiers traités - il y a deux fonctionnaires au ministère qui, dans la période qui... - vous intéresse, ou du 1er avril 1988 au 31 mars 1989, 427 ventes de parcs industriels ont été faites dans plus de 163 parcs industriels créés.

Pour ce qui est du mémoire du ministère dont j'ai copie et que je pourrai déposer, si vous

le désirez, les documents soumis au ministère pour étude par la municipalité sont les suivants. Il y a une résolution de la municipalité, un contrat de vente, une fiche technique relative au projet, le calcul du prix de revient et le plan du terrain. Alors, ceci amène à l'intérieur du ministère la confection d'un mémoire recommandant le projet ou non au ministre. Plus tard, nécessairement, c'est accompagné d'une lettre d'approbation ou de désapprobation, signée par le ministre.

Dans la question des délais, si vous me permettez, M. le Président...

Le Président: En conclusion.

M. MacDonald: ...le délai moyen de traitement des dossiers de terrains appartenant aux municipalités est d'environ cinq à sept jours ouvrables à l'intérieur duquel le dossier est soumis au MIC, étudié par les fonctionnaires, soumis au ministre pour approbation et la réponse reçue par les requérants. Le délai de trois mois dont vous avez parlé - malheureusement j'en fais état - auquel vous faites référence concerne plutôt les terrains appartenant au gouvernement et qui nécessitent un décret qui, comme vous le savez très bien, implique un délai beaucoup plus considérable. Pour ce qui a trait, particulièrement, aux plans et devis, et je termine avec ceci, vous avez fait allusion, M. le député, à la production de plans et devis pour une salle de quilles. Les plans et devis qui sont soumis normalement et qui ont été soumis dans ce cas-ci au MIC par la municipalité, ne concernaient que le terrain et ne font nullement allusion à la nature du projet au-delà de l'information que je vous ai mentionnée.

Le Président: M. le whip de l'Opposition, en additionnelle. Vous aviez fait une offre, M. le ministre de l'Industrie et du Commerce, de déposer un document émanant de votre ministère. Est-ce que j'ai le consentement de l'Opposition? Alors, document déposé, M. le ministre. En additionnelle, M. le whip de l'Opposition et député de Lac-Saint-Jean.

M. Brassard: Est-ce que je dois comprendre qu'il n'y a pas eu de démarche pour vérifier les véritables intentions des promoteurs au moment où ils demandaient l'autorisation du ministre? Est-ce que le ministre peut nous indiquer si la recommandation de ses fonctionnaires était fondée sur des documents indiquant la construction éventuelle d'une salle de quilles et qu'ils n'ont pas pu vérifier, n'ont pas pu avoir accès aux plans et devis déposés à la municipalité indiquant la construction d'une salle de quilles? C'est là-dessus, c'est sur ces faits que j'affirme qu'il y a eu fausse représentation et qu'on a caché des faits et des données au ministère de l'Industrie et du Commerce. Et par conséquent, je comprends que le ministère ne fait pas de

démarche pour vérifier véritablement les intentions à partir de documents des intentions des promoteurs.

Le Président: M. le ministre de l'Industrie et du Commerce. M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. MacDonald: Si vous vous rappelez certains des chiffres que je vous ai mentionnés, nous agissons selon une loi régissant les parcs industriels. Il y en a 163 dans la province de Québec. Dans une période de douze mois, il y avait eu 427 demandes d'autorisation de vente. Il est évident que nous nous fions aux représentations faites formellement par une municipalité. Nous ne mettons pas en doute et nous n'avons pas d'enquêteurs pour vérifier si les déclarations et les dépositions de la municipalité sont véridiques ou non.

La municipalité doit sûrement... Il serait normal qu'elle s'assure du bien-fondé des représentations. Mais quant aux représentations que la municipalité nous fait, je pense que vous comprenez l'explication que je vous fournis.

Le Président: Vous me permettez?

M. Brassard: Oui.

Le Président: M. le député de Lac-Saint-Jean, en additionnelle.

M. Brassard: Une très simple additionnelle. Quand le ministère découvre - comme c'est le cas présentement dans le cas de l'affaire Mac-Millan - qu'il y a eu fausses représentations, sinon, mensonge flagrant sur les intentions du promoteur en ce qui a trait à la construction d'un immeuble dans un parc industriel, qu'est-ce que le ministère fait dans ces cas-là?

Le Président: M. le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie.

M. MacDonald: On a porté à mon attention, en mars - je ne me rappelle pas exactement la journée - par une lettre qu'un citoyen de la région m'a envoyée, qu'il pouvait y avoir eu une façon de faire discutable. J'ai immédiatement demandé à mes fonctionnaires - et particulièrement les gens du contentieux - d'étudier ce qui était contenu dans cette lettre. Je leur ai demandé de se mettre en contact avec le ministère des Affaires municipales qui avait été également avisé et je pourrais demander, à partir de là, si vous le désirez, à mon collègue des Affaires municipales d'ajouter au complément de réponse.

Le Président: En sixième principale, cet après-midi, M. le député de Terrebonne.

Le statut des entrepreneurs autonomes sur les chantiers de construction

M. Biais: Merci beaucoup, M. le Président. Ma question s'adresse au ministre du Travail. On se rappelle tous la très difficile adoption de la loi 31 en juin 1988. Ce projet de loi avait pour objet principal d'éliminer les rénovations mineures dans la construction et surtout dans l'habitation. Ce projet de loi avait aussi un autre objet, c'était de ne pas permettre aux artisans de faire partie intégrante des grandes constructions. Cependant, M. le Président, on apprend que depuis quelque temps ces artisans, ou ces entrepreneurs autonomes comme on les appelle aujourd'hui, ont trouvé un truc pour s'immiscer directement dans les grandes constructions et ils l'ont fait de façon très légale.

Alors le ministre, le 2 mai dernier, à l'étude des crédits, ne semblait pas avoir de position ferme devant l'entrée de ces artisans sur les chantiers de construction parce qu'il disait, d'une part, qu'ils devraient être exclus et, d'autre part, qu'il trouvait ça un peu injuste qu'ils ne soient pas partie de la construction. Et il essayait même de trouver un compromis. Le ministre a-t-il, aujourd'hui, une façon directe de traiter le statut de ces artisans?

Le Président: M. le ministre du Travail.

M. Séguin: Je remercie mon collègue et ami, le député de Terrebonne, de sa question. Remarquez, M. le Président, que lors de l'étude des crédits du ministère du Travail, l'autre collègue, le député de Lavolette, n'a pas non plus été très long sur la question. Probablement que pour sa part, il n'avait pas beaucoup de commentaires à formuler sur cette question. On se rappellera, M. le Président, que la loi 31, qui est devenue 35, est entrée en vigueur le 1er janvier 1989. Elle a été votée l'année passée. Et, apparemment, il y a une forme d'anomalie pour certains et pour d'autres, c'est la réalité.

Il y a un problème qui est soulevé. J'ai commencé des consultations. Je dois rencontrer prochainement un autre groupe et nous tâcherons de déterminer à ce moment-là quelle est la meilleure attitude à prendre vis-à-vis de l'application de la loi, mais l'ensemble des représentants m'ont demandé, je dois le dire - et là-dessus je pense que ça rejoint le sens des propos de mon collègue - de procéder à l'adoption d'un amendement à la loi afin de ne pas permettre que les entrepreneurs autonomes, qu'on appelait avant artisans, puissent, par l'incorporation, dévier l'application de la loi. C'est à l'étude présentement et j'espère conclure sur cette question dans les prochains jours.

Le Président: En additionnelle, M. le député de Terrebonne.

M. Biais: M. le ministre, j'aimerais savoir

pourquoi, vu que c'est aujourd'hui la dernière journée où on peut déposer des projets de loi et qu'on siège de façon spéciale aujourd'hui, un lundi, à cause de ça... Est-ce que le ministre, s'il a une position sur le statut des entrepreneurs autonomes, ne devrait pas déposer ses amendements aujourd'hui?
(16 h 10)

Le Président: M. le ministre du Travail.

M. Séguin: Je dois dire avec beaucoup de candeur que si, lors de l'étude des crédits du ministère du Travail, l'Opposition m'avait donné son consentement, comme elle semble le faire aujourd'hui, probablement que je serais en mesure de les déposer. Mais n'ayant pas eu cette collaboration à ce stade-là, cela m'a forcé à étudier davantage la question pour être sûr que cela répondait bien au processus. Merci, M. le Président.

M. Chevette: M. le Président.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Chevette: Je me lève pour défendre un collègue absent. J'ai relu avec beaucoup d'attention toutes les galées auxquelles le ministre fait référence, et je dois lui faire remarquer, M. le Président, que mon collègue n'a jamais dit qu'il s'opposait. Je le prierais de relire les galées pour bien comprendre que M. Jolivet, le député de Lavolette, excusez, ne s'est jamais opposé en quoi que ce soit...

Le Président: À l'ordre! À l'ordre! À l'ordre, s'il vous plaît! Allez, M. le chef de l'Opposition.

M. Chevette: Je n'ai pas parlé de M. Johnson, j'ai parlé de M. le député de Lavolette.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Chevette: Le ministre, M. le Président, n'a pas à nous demander notre consentement. Il y a un front commun - mon collègue en a parlé - de l'AECQ, du Conseil du patronat, du Conseil provincial des métiers de la construction, de la Fédération des travailleurs du Québec, de la CSN, de tous les travailleurs. Le ministre, devant ce front commun, n'est-il pas, en toute légitimité, en droit de déposer un amendement à la loi pour rendre officiel ce consensus officioux?

Le Président: M. le ministre du Travail.

M. Séguin: M. le Président, je suis tout à fait heureux de constater l'unanimité vraiment complète sur la question. Comme je l'ai dit tantôt, reste maintenant à faire certaines

vérifications, parce que, je dois le souligner et je pense que le chef de l'Opposition est d'accord là-dessus, il y a un autre point aussi sur lequel il va falloir produire un amendement, c'est qu'il n'y a pas de disposition dans la loi pour ceux qui seraient en infraction sur le statut de travailleur autonome ou, enfin, d'entrepreneur autonome. Cela demande une certaine réflexion. Je suis présentement en consultation avec tous les gens que le chef de l'Opposition vient de nommer et on pense pouvoir procéder dans les prochains jours.

Le Président: Je vais reconnaître cet après-midi la septième principale à M. le député de Saint-Jacques.

Déménagement à Toronto du siège social de Kraft

M. Boulerice: Oui. M. le Président, en 1988, à la suite d'avis de licenciements collectifs, près de 15 000 emplois ont été perdus au Québec. En 1989, uniquement dans les mois de janvier et de février, 12 000 emplois ont été perdus. Donc, on peut dire que la situation de l'emploi continue à se détériorer au Québec, M. le Président. Ceci dit, vendredi dernier, la compagnie Kraft annonçait le déménagement de son siège social de Montréal à Toronto, la 401, pour des raisons d'ordre économique que personne ne comprend d'ailleurs. Ma question s'adresse au ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie. Qu'a-t-il fait dans ce dossier? Avec qui l'a-t-il fait? Et quand l'a-t-il fait?

Le Président: M. le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

M. MacDonald: Je vais remonter mes culottes et...

Le Président: M. le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie. M. le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, vous avez la parole.

M. MacDonald: Merci, M. le Président. Dès les premiers moments où nous avons pris connaissance de l'achat par Nabisco et de la fusion possible de General Foods Canada et de Kraft Canada, nous avons, la journée même, à toutes fins utiles, cherché à communiquer avec la compagnie, les deux compagnies, mais principalement avec Kraft.

Nous avons également avisé le premier ministre et quelques autres collègues intéressés dans ce dossier, particulièrement le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation,

de la possibilité de nous retrouver devant une situation de départ ou de consolidation.

Nous avons eu, dans les semaines qui ont suivi, des conversations et des rencontres avec les gens de la compagnie. Nous avons pu leur exposer ce que nous croyons être les avantages de garder au Québec le siège social de la compagnie Kraft, tout en recevant de leur part des représentations tout à fait normales quant à leur volonté de consolider les activités de ces deux compagnies, de façon qu'elles soient le plus efficaces possible.

Comme vous avez pu le remarquer, H y a eu de multiples interventions de représentants de la région de Montréal, personnes d'affaires, personnes publiques. Effectivement, il y a eu des dizaines de représentations. Nous nous retrouvons avec une décision qui a été annoncée y y a quelques jours, à savoir que certaines fonctions du siège social seraient reconsolidées dans cette organisation de General Foods qui, déjà, était une unité beaucoup plus importante sur le plan du nombre d'employés et de la capacité de fabrication en Ontario que ne l'était Kraft, mais également avec cette garantie - c'était l'une des représentations que nous avons faites et sur laquelle avait insisté le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation - de garder au Québec - non seulement de garder, mais de chercher à l'enrichir - la capacité de recherche et de développement à la fois de procédés et de nouveaux produits, ce à quoi la compagnie a consenti.

Le Président: M. le député de Saint-Jacques, en additionnelle.

M. Boulerville: M. le Président, comment le ministre peut-il prétendre avoir agi, avoir eu des conversations, avoir eu une concertation alors que la ville de Montréal elle-même nous indique que ce gouvernement n'a eu aucun intérêt pour ce dossier tant et aussi longtemps qu'elle-même a fait des représentations auprès du gouvernement pour qu'il agisse?

Le Président: M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. MacDonald: Il faudrait savoir de qui le député parle lorsqu'il dit la ville de Montréal. Je parle régulièrement au maire de Montréal et à certains de ses officiers et pas seulement sur ce dossier. Quand on se parle - je vous donnerai l'exemple du dossier de l'Agence spatiale, pour n'en prendre qu'un seul - très souvent cela donne des résultats concrets.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Gendron: En principale.

Le Président: En principale? La huitième question principale, M. le leader de l'Opposition.

Manifestation des citoyens de la MRC Denis-Riverin

M. Gendron: Aujourd'hui, le village de Cap-Chat est fermé, tous les commerces ont fermé leurs portes pour exprimer une protestation générale au ministre délégué aux Forêts. L'ensemble des citoyens de la MRC Denis-Riverin exigent en vain, depuis décembre 1988, que le ministre délégué aux Forêts leur accorde 200 000 mètres cubes de bois pour permettre la réalisation de deux projets de scierie, l'un d'une valeur de 6 000 000 \$ et permettant la création de 60 emplois et l'autre de 2 000 000 \$ pour 20 autres emplois. Depuis 6 heures, ce matin, ils ont décidé d'effectuer un blocage routier à la hauteur de Cap-Chat. Ma question n'est pas compliquée. Pourquoi le ministre délégué aux Forêts refuse-t-il d'accorder ces approvisionnements pour la transformation locale de la ressource alors qu'il distribue les surplus non disponibles de l'unité de gestion 15 dans la MRC voisine à des compagnies de l'extérieur de la région?

Le Président: M. le ministre délégué aux Forêts.

M. Côté (Rivière-du-Loup): M. le Président, je dirai au député d'Abitibi-Ouest que tout le bois qui est dans la MRC Denis-Riverin sera transformé dans la MRC de Denis-Riverin.

Une voix: Et même davantage.

M. Côté (Rivière-du-Loup): Et un peu plus. Demain ou ce soir, j'aurai une rencontre avec le député de Matane et mon collègue responsable du Développement régional. On est à la recherche d'une solution en ce qui concerne ce dossier. À l'heure actuelle, tout le bois de Denis-Riverin sera transformé dans cette MRC.

Le Président: M. le député d'Abitibi-Ouest, en additionnelle.

M. Gendron: Est-ce à dire que le ministre délégué aux Forêts vient d'affirmer que ces gens font ce blocage de route, cette manifestation pour rien? Ils ont la prétention que le ministre délégué aux Forêts a toujours l'intention - je suis bien plus sûr des citoyens que de ce que le ministre vient d'affirmer - que ces surplus non utilisés...

Des voix:...

Le Président: À l'ordre, s'y vous plaît! Votre question, s'y vous plaît. Votre question, M. le député d'Abitibi-Ouest.

M. Gendron: ...que ces surplus non attribués, soient distribués à l'extérieur de la MRC. En conséquence, si ce qu'y vient d'affirmer est

exact, pourquoi n'a-t-il pas donné suite à cette demande qui est dans le paysage depuis décembre dernier?

Le Président: M. le ministre délégué aux Forêts.

M. Côté (Rivière-du-Loup): M. le Président, on a déjà bloqué cette route en 1976, sous le gouvernement précédent. Je dirai au député d'Abitibi-Ouest qui ne connaît pas le dossier, que les 200 000 mètres cubes sont demandés par un industriel qui a l'intention de réaliser un projet. Il n'était pas là quand on a distribué le bois à tout le monde. Les 50 000 mètres cubes en plus, c'est une autre usine - c'est 250 000, ce n'est pas 200 000 - qui a été achetée par M. Blanchet et qui détenait un permis d'intervention de 4500 mètres cubes alors que je lui ai accordé 20 000 mètres cubes. J'ai accordé en plus à Bernard Lepage, de cette région, une augmentation substantielle. Mais quand quelqu'un arrive après le fait, un pompier arrive après le feu, on a des problèmes comme ça. On ne défera pas ce qui a été fait.

(16 h 20)

Le Président: Une dernière très brève additionnelle, M. le député d'Abitibi-Ouest.

M. Gendron: Oui, très brève additionnelle. Est-ce que le ministre délégué aux Forêts est conscient que la MRC Denis-Riverin est probablement une des MRC le plus en difficulté sur le plan de l'emploi? Ces éléments étaient connus du ministre depuis fort longtemps. Pourquoi ne donne-t-il pas suite à la demande afin d'éviter de compromettre l'avenir de la MRC Denis-Riverin?

Le Président: M. le ministre délégué aux Forêts.

M. Côté (Rivière-du-Loup): M. le Président, en 1976, le ministre Bérubé a fait modifier tout cela et a fait transformer le bois à Matane. J'étais président de REXFOR dans le temps. C'est peut-être pour cela que je ne suis plus là. On a vendu à des gens de cette région, MM. Roy, Scierie Mont-Logan et cela a coûté au gouvernement, alors que j'avais prévenu le ministre du temps que c'était inévitable, qu'il perdrait de l'argent à faire une telle transaction. C'est ce qui est arrivé. Cela a coûté au-delà de 1 000 000 \$ au gouvernement. Aujourd'hui, on cherche une solution pour ces gens mais pas de la façon qu'on veut le faire là. On ne donne pas ce qu'on n'a pas. Je vous dirai encore une fois que tous ceux qui avaient fait des demandes d'augmentation dans la MRC Denis-Riverin ont été satisfaits et plus. J'ai donné au-delà de 70 000 mètres cubes de plus à Donohue à Matane, et Bois de l'Est, même s'ils ne l'avaient pas demandé. J'en ai donné à Bernard Lepage, j'en ai donné à Blanchet. C'est facile d'arriver

après, M. le Président, avec un nouveau projet et dire: Tassez les autres et défaites ce qui a été fait.

Le Président: Tel qu'annoncé précédemment, je vais reconnaître M. le ministre des Affaires municipales en complément à une question posée par M. le député de Taillon jeudi dernier. M. le ministre des Affaires municipales.

Réponse différée

Demande d'enquête sur la vente d'un terrain du parc industriel de Buckingham

M. Paradis (Brome-Missisquoi): Oui, M. le Président, le plus brièvement possible à une question que m'adressait le député de Taillon concernant une plainte relative à la ville de Buckingham. Le 2 mai 1989, Gilles Latulippe, un vérificateur du ministère des Affaires municipales adressait à M. Jacques Asselin, directeur, service de la gestion financière et administrative, le rapport préliminaire suivant. Je vous en fait une brève lecture, M. le Président: Tel que mandaté, j'ai procédé les 25, 26 et 27 avril 1989 à une vérification préliminaire des faits portés à l'attention du ministre dans une lettre qui lui était adressée par M. Jim Lahey, contribuable de la ville de Buckingham, en date du 13 mars 1989. Aussi, cette vérification qui est toujours en cours doit vous permettre de déterminer si une enquête telle que réclamée par le plaignant est justifiée.

"Jusqu'à présent, mes recherches se sont effectuées à l'hôtel de ville de Buckingham où j'ai rencontré le directeur général actuel, M. Michel Meriot, qui n'était pas en place au moment des événements reprochés, M. Serge Gauthier, greffier, ainsi que le maire, M. R.V. Scullion. Au cours de la présente semaine, soit mercredi le 3 mai 1989, je me propose de rencontrer à l'hôtel de ville de Lachute M. Jean-Marc Lalande, ancien directeur général de la ville de Buckingham ainsi que M. Michel Laflamme, directeur des services techniques de la ville de Buckingham que je n'ai pu rencontrer la semaine dernière. Finalement, je crois être en mesure de pouvoir vous soumettre mon rapport au cours de la semaine prochaine, en date du 15 mai 1989, le libellé de la présentation du rapport ainsi que sa conclusion."

M. le Président, de la même personne au même individu: "Pour compléter le mandat que vous m'avez confié et faisant suite au rapport préliminaire que je soumettais le 2 mai 1989, j'ai, au cours des derniers jours, rencontré l'ancien directeur général ainsi que le directeur des travaux publics autrefois directeur des services techniques de la ville de Buckingham. Ce mandat avait pour but de déterminer si les dispositions de la Loi sur les cités et villes avaient été respectées, les étapes suivies et à la suite de

quelle consultation, le conseil s'était basé pour prendre ses décisions. Ainsi, pour être en mesure d'effectuer ce travail, j'ai rencontré quelques représentants de la ville et consulté les ministères suivants: l'ancien directeur général, le maire, le greffier, l'ancien directeur des services techniques, un représentant du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, une représentante de l'Inspecteur général des institutions financières."

Le rapport, M. le Président, d'une quinzaine de pages conclut et je cite à partir du rapport ce qui suit: "J'avais comme mandat de procéder à une vérification préliminaire afin de voir si une enquête telle que demandée était justifiée. En conclusion de cette vérification, il se dégage que le conseil semble avoir agi en conformité avec la Loi sur les cités et villes. De plus, les déclarations que j'ai obtenues me semblent bien fondées et de bonne foi. Pour ces raisons, je suis d'opinion qu'une enquête telle que réclamée dans ce dossier n'est pas justifiée." Merci, M. le Président.

Le Président: M. le leader de l'Opposition, en l'absence de M. le député de Taillon, je vais reconnaître le député de Lac-Saint-Jean en additionnelle.

M. Brassard: M. le Président, comment le ministre peut-il prétendre qu'une enquête n'est pas justifiée dans ce dossier, alors que le document déposé par le ministre de l'Industrie et du Commerce, tout à l'heure, indique que le type d'activité de l'immeuble sera un bâtiment locatif industriel pour une manufacture de vêtements et que le rapport du fonctionnaire s'appuie sur les renseignements techniques sur la vente, où l'on indique que ce sera une manufacture de linge, renseignements techniques signés par M. Mac-Millan lui-même? Alors, s'il n'y a pas fausses représentations et mensonge évidents dans ce dossier, je me demande comment ça s'appelle. Comment se fait-il que le ministre prétende qu'il n'y a pas besoin d'enquête dans un cas comme celui-là?

Le Président: M. le ministre des Affaires municipales.

M. Paradis (Brome-Missisquoi): M. le Président, vous me permettez un avis amical à mon collègue du Lac-Saint-Jean, whip de l'Opposition. Au lieu de hurler dans cette Chambre, je lui suggère la lecture des pages 9 et suivantes du rapport du ministère des Affaires municipales que, de consentement, je pourrais déposer. Il pourra en faire la lecture. M. le Président, en terminant, étant donné qu'il y va de la réputation d'un individu, je souhaite que les médias accordent la même importance au rapport de vérification qu'à la demande de vérification.

Le Président: Alors, est-ce qu'il y a con-

sentement, M. le leader de l'Opposition?

M. Gendron: Bien sûr, M. le Président.

Le Président: Alors, votre rapport, M. le ministre des Affaires municipales...

M. Gendron: Bien sûr.

Le Président: ...est maintenant déposé.

Fin de la période régulière de questions et de réponses orales.

Cet après-midi, il n'y a pas de vote reporté.

Motions sans préavis. Il n'y a pas de motion sans préavis.

Avis touchant les travaux des commissions. M. le leader adjoint du gouvernement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Johnson: M. le Président, j'avise l'Assemblée que demain, le mardi, 16 mai, de 10 heures à 12 h 30, à la salle Louis-Hippolyte-Lafontaine, la commission du budget et de l'administration procédera à l'étude détaillée des projets de loi suivants et ce dans l'ordre ci-après indiqué: d'abord, le projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur la pharmacie, ensuite le projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur les infirmières et les infirmiers et, enfin, le projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur le notariat.

Le Président: M. le leader de l'Opposition, est-ce qu'il y a des questions concernant les travaux de l'Assemblée?

M. Gendron: Oui, ce serait surtout des questions concernant les travaux d'aujourd'hui.

Le Président: Alors, M. le leader de l'Opposition.

M. Gendron: Ce serait surtout des questions concernant les travaux d'aujourd'hui.

Une voix: Le ministre arrive.

M. Gendron: Le ministre arrive, alors j'ai hâte de l'entendre.

Le Président: M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Johnson: M. le Président, je propose l'ajournement de nos travaux à demain, 14 heures.

Le Président: Alors, les travaux de cette Assemblée sont maintenant ajournés à demain, 14 heures.

(Fin de la séance à 16 h 28)